PREFECTURE
REGION ILE DE
FRANCE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL (NOMINATIFS) N°IDF-031-2026-10

PUBLIÉ LE 16 OCTOBRE 2026

# Sommaire

**Agence Régionale de Santé / Direction de l'offre de soins**

IDF-2026-10-08-00014 - Arrêté n° DOS - 2026 / 2490 modifiant l 'arrêté N ° DOS- 202/3 2353 fixant la composition des membres de la commission de médiation Ile-de-France (2 pages) Page 3

IDF-2026-07-29-00016 - Arrêté n° DOS-2026/2372??portant renouvellement d'autorisation??de lieu de recherches impliquant la personne humaine (3 pages) Page 6

IDF-2026-07-28-00017 - Arrêté n°DOS-2026/2367 portant autorisation temporaire de lieu de recherches impliquant la personne humaine (3 pages) Page 10

IDF-2026-07-28-00016 - Arrêté n°DOS-2026/2368??portant autorisation temporaire??de lieu de recherches impliquant la personne humaine (2 pages) Page 14

**Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France / Pôle Politique du travail**

IDF-2026-10-16-00001 - Décision n°2026-176 du 16 octobre 2026??portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérims de l'unité départementale de Paris de la DRIEETS d'Ile-de-France (8 pages) Page 17

Agence Régionale de Santé

IDF-2026-10-08-00014

# Arrêté n° DOS - 2026 / 2490 modifiant l 'arrêté N ° DOS- 202/3 2353 fixant la composition des membres de la commission de médiation Ile-de-France

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Agence Régionale de Santé Île-de-France

**AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE**

ARRÊTÉ N° DOS - 2026 / 2490

**Modifiant l'arrêté N° DOS - 2023 / 2353 fixant la composition des membres de la commission de médiation Île-de-France**

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE**

vu le décret du 10 avril 2024 portant nomination Monsieur Denis ROBIN en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France ;

vu le décret n° 2023 - 326 du 28 avril 2023 modifiant le décret n° 2019 - 897 du 28 août 2019 instituant un médiateur national et des médiateurs régionaux ou interrégionaux pour les personnels des établissements publics de santé, sociaux et médico-sociaux ;

vu l'arrêté n° DOS - 2023 / 2353 du 9 juin 2023 modifiant l'arrêté n° DOS - 2020 / 1451 fixant la composition des membres de la commission de médiation Île-de-France pour une durée de trois ans ;

vu l'arrêté du 24 juillet 2024 portant nomination Madame Florence TRAVERT en qualité de médiatrice régionale pour la région Île-de-France ;

vu l'arrêté n° DOS - 2024 / 5193 du 13 février 2025 portant nomination Monsieur Pierre KALFON en qualité de membre de l'instance régionale pour la région Île-de-France ;

vu l'arrêté n° DOS - 2025 / 606 du 30 avril 2025 portant nomination Madame Michèle GRANIER en qualité de membre de l'instance régionale pour la région Île-de-France ;

vu l'arrêté n° DOS – 2026 / 972 du 23 mars 2026 portant nomination Madame Marie Noëlle GERAIN BREUZARD en qualité de membre de l'instance régionale pour la région Île-de-France ;

**CONSIDÉRANT** que Madame Florence TRAVERT, médiatrice régionale de la région Île-de-France propose la nomination de membres ;

**ARRÊTE**

ARTICLE 1er : sur proposition de Madame Florence TRAVERT, médiatrice régionale Île-de-France sont nommés pour une durée de trois ans en qualité de membres de l'instance régionale pour la région Île-de-France,

- Madame MUFFANG Pauline
- Monsieur NOIRE Dominique
- Monsieur VIDON Gilles
- Madame SANCHEZ Nathalie
- Monsieur TONNEAU Claude-Henri
- Madame BERNABE Antoinette
- Monsieur DUMAS DE RAULY Olivier

13 rue du Landy
93200 Saint-Denis
Tél : 01 44 02 00 00
iledefrance.ars.sante.fr

ARTICLE 2 : le Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France et la médiatrice régionale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 3 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Ile-de-France. Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Saint-Denis,

Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Île-de-France



Signé électroniquement par Denis
ROBIN - Directeur Général
Le 08/10/2026 à 14:44

Agence Régionale de Santé

IDF-2026-07-29-00016

# Arrêté n° DOS-2026/2372 portant renouvellement d'autorisation de lieu de recherches impliquant la personne humaine

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Agence Régionale de Santé Île-de-France

# AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

## ARRÊTÉ N° DOS-2026/2372

## portant renouvellement d'autorisation

## de lieu de recherches impliquant la personne humaine

## LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ

## ÎLE-DE-FRANCE

**VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L.1121-3 et suivants et R.1121-10 et suivants ;

**VU** le décret du 10 avril 2024 portant nomination de Monsieur Denis ROBIN, Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France, à compter du 29 avril 2024 ;

**VU** l'arrêté n° DS 034/2024 du 29 avril 2024, portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France à Monsieur Arnaud CORVAISIER, Directeur de l'offre de soins, et à différents collaborateurs ;

**VU** l'arrêté du 12 mai 2009 fixant les conditions mentionnées à l'article R.1121-11 devant figurer dans la demande d'autorisation des lieux de recherches biomédicales prévues à l'article L. 1121-13 du code de la santé publique ;

**VU** la demande de renouvellement d'autorisation du Centre d'étude de la peau et du cheveu, Association loi 1901 à but non lucratif, concernant le lieu de recherches impliquant la personne humaine intitulé « Centre de santé Sabouraud » sur le site de l'Hôpital Saint Louis – 75010 Paris ;

**CONSIDÉRANT** que cette demande de renouvellement d'autorisation de lieu de recherche impliquant la personne humaine rentre dans le champ de compétence du Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France ;

**CONSIDÉRANT** que le lieu concerné par cette demande dispose des moyens humains, matériels et techniques adaptés à la recherche et compatibles avec les impératifs de sécurité des personnes qui s'y prêtent et que la demande respecte l'ensemble des conditions prévues par l'article R.1121-10 ;

**CONSIDÉRANT** que l'avis rendu le 28 juillet 2026, à l'issue de l'enquête du pharmacien inspecteur de Santé Publique, est favorable ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er :** Le renouvellement d'autorisation du lieu de recherche impliquant la personne humaine mentionnée à l'article L.1121-13 du code de la santé publique, et aux articles R.1121-13 et R.1121-14 modifiés par le décret n°2016-1537 du 16 novembre 2016 est accordée à :

Entité juridique portant l'activité :
Centre d'étude de la peau et du cheveu
(Association loi 1901 à but non lucratif)

pour le lieu de recherches suivant :
Centre de santé Sabouraud

Placé sous la responsabilité de :
Madame le Dr Mira PAVLOVIC-GANASCIA

Adresse complète :
Site de l'Hôpital Saint Louis
1, avenue Claude Vellefaux
75010 Paris

**ARTICLE 2e:** Ce lieu de recherches impliquant la personne humaine correspond à un lieu de soins et comprend des locaux situés au Pavillon Biet (rez-de-chaussée de l'aile Ouest du quadrilatère historique, entrée porte 9, secteur gris). Ces locaux d'une superficie totale de 240 m² sont consacrés à la fois aux activités de soins et de recherches cliniques.

Le lieu fonctionne du lundi au jeudi de 8h45 à 18h30 et le vendredi de 9h00 à 13h00.

Les recherches réalisées chez les volontaires sains ou malades, adultes et / ou les enfants de 8 à 18 ans, avec le consentement parental et le cas échéant celui de l'enfant, correspondent à des essais cliniques de phases II, III, IV et ne comprenant aucune première administration de médicament à l'homme.

**ARTICLE 3e:** Selon les dispositions de l'article L. 5311-1, modifié par la Loi n°2022-1726 du 30 décembre 2022, les protocoles de recherches envisagés auront pour thèmes :

- Les médicaments, y compris les insecticides, acaricides et antiparasitaires à usage humain, les préparations magistrales, hospitalières et officinales, les substances stupéfiantes, psychotropes ou autres substances vénéneuses, les huiles essentielles et plantes médicinales, les matières premières à usage pharmaceutique ;
- Les produits cosmétique.

**ARTICLE 4e:** Les recherches impliquant la personne humaine concernées par cette décision ne peuvent être mises en œuvre qu'après avis favorable du comité de protection des personnes mentionné à l'article L. 1123-1 et autorisation de l'autorité compétente mentionnée à l'article L. 1123-12.

**ARTICLE 5e:** Cette décision d'autorisation est délivrée pour une durée de 7 ans.

Tout renouvellement ou toute modification relative aux éléments énumérés à l'article R.1121-10 du code de la santé publique modifié par le décret n° 2016-1537 devront faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.
La demande de renouvellement ou de modification de l'autorisation sera adressée au Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France, le délai d'instruction étant respectivement de quatre mois ou de deux mois.

**ARTICLE 6e:** Un recours contentieux contre la présente décision peut être formé auprès du Tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Île-de-France pour les tiers.

**ARTICLE 7e:** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France.

Fait à Saint-Denis, le

Pour le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Île-de-France

Par délégation,




Signé électroniquement par Arnaud
CORVAISIER - Directeur de l'Offre de Soins
Le 29/07/2026 à 14:30

Agence Régionale de Santé

IDF-2026-07-28-00017

# Arrêté n°DOS-2026/2367 portant autorisation temporaire de lieu de recherches impliquant la personne humaine

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Agence Régionale de Santé Île-de-France

# AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

## ARRÊTÉ N°DOS-2026/2367

## portant autorisation temporaire

## de lieu de recherches impliquant la personne humaine

## LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ

## ÎLE-DE-FRANCE

**VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L.1121-3 et suivants et R.1121-10 et suivants ;

**VU** le décret du 10 avril 2024 portant nomination de Monsieur Denis ROBIN, Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France, à compter du 29 avril 2024 ;

**VU** l'arrêté n° DS 034/2024 du 29 avril 2024, portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France à Monsieur Arnaud CORVAISIER, Directeur de l'offre de soins, et à différents collaborateurs ;

**VU** l'arrêté du 12 mai 2009 fixant les conditions mentionnées à l'article R.1121-11 devant figurer dans la demande d'autorisation des lieux de recherches biomédicales prévues à l'article L. 1121-13 du code de la santé publique ;

**VU** la demande de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris concernant le lieu de recherches impliquant la personne humaine intitulé « Service clinique des maladies du sang - Myosotis 3 » sur le site de l'Hôpital Saint Louis – 1 avenue Claude Vellefaux 75010 Paris, en vue d'obtenir une autorisation temporaire ;

**CONSIDÉRANT** que cette demande d'autorisation de lieu de recherches impliquant la personne humaine rentre dans le champ de compétence du Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France ;

**CONSIDÉRANT** que le lieu concerné par cette demande dispose des moyens humains, matériels et techniques adaptés à la recherche et compatibles avec les impératifs de sécurité des personnes qui s'y prêtent et que la demande respecte l'ensemble des conditions prévues par l'article R.1121-10 ;

**CONSIDÉRANT** que l'avis rendu le 27 juillet 2026, à l'issue de l'enquête du pharmacien inspecteur de Santé Publique, est favorable ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er :** L'autorisation temporaire du lieu de recherches impliquant la personne humaine mentionnée à l'article L.1121-13 du code de la santé publique, et aux articles R.1121-13 et R.1121-14 modifiés par le décret n°2016-1537 du 16 novembre 2016 est accordée à :

Entité juridique portant l'activité :
Assistance Publique – Hôpitaux de Paris

pour le lieu de recherches suivant :
Service clinique des maladies du sang - Myosotis 3

Placé sous la responsabilité de :
Monsieur le Professeur Emmanuel RAFFOUX

Adresse complète :
Hôpital Saint-Louis
1 avenue Claude Vellefaux
75010 Paris.

**ARTICLE 2e:** Ce lieu de recherches impliquant la personne humaine correspond à un lieu de soins et comprend des locaux situés au 3ème étage, Plot B, ascenseur B, service Myosotis 3 de l'établissement. Ces locaux d'une superficie totale de 950 m² sont consacrés à la fois aux activités de soins et de recherches cliniques.

Le lieu fonctionne 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Les recherches réalisées chez les volontaires malades adultes, correspondent à des essais cliniques de phases I, II, III, IV et peuvent comprendre des premières administrations à l'homme.

**ARTICLE 3e:** Selon les dispositions de l'article L. 5311-1, modifié par la Loi n°2022-1726 du 30 décembre 2022, les protocoles de recherches envisagés auront pour thèmes :

- Les médicaments, y compris les insecticides, acaricides et antiparasitaires à usage humain, les préparations magistrales, hospitalières et officinales, les substances stupéfiantes, psychotropes ou autres substances vénéneuses, les huiles essentielles et plantes médicinales, les matières premières à usage pharmaceutique ;
- Les dispositifs médicaux et leurs accessoires ;
- Les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro et leurs accessoires ;
- Les produits sanguins labiles ;
- Les produits cellulaires à finalité thérapeutique ;
- Les micro-organismes et toxines mentionnés à l'article L. 5139-1 du CSP ;
- Les selles collectées par les établissements ou organismes mentionnés à l'article L. 513-11-1 et destinées à la fabrication d'un médicament.

**ARTICLE 4e:** Les recherches impliquant la personne humaine concernées par cette décision ne peuvent être mises en œuvre qu'après avis favorable du comité de protection des personnes mentionné à l'article L. 1123-1 et autorisation de l'autorité compétente mentionnée à l'article L. 1123-12.

**ARTICLE 5e:** Cette décision d'autorisation temporaire est délivrée pour une durée de 6 mois.

Tout renouvellement ou toute modification relative aux éléments énumérés à l'article R.1121-10 du code de la santé publique modifié par le décret n° 2016-1537 devront faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

La demande de renouvellement ou de modification de l'autorisation sera adressée au Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France, le délai d'instruction étant respectivement de quatre mois ou de deux mois.

**ARTICLE 6e:** Un recours contentieux contre la présente décision peut être formé auprès du Tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Île-de-France pour les tiers.

**ARTICLE 7e:** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Saint-Denis, le

Pour le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Île-de-France

Par délégation,




Signé électroniquement par Arnaud
CORVAISIER - Directeur de l'Offre de Soins
Le 28/07/2026 à 19:30

Agence Régionale de Santé

IDF-2026-07-28-00016

# Arrêté n°DOS-2026/2368 portant autorisation temporaire de lieu de recherches impliquant la personne humaine

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Agence Régionale de Santé Île-de-France

# AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

## ARRÊTÉ N° DOS-2026/2368

## portant autorisation temporaire

## de lieu de recherches impliquant la personne humaine

## LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

**VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L.1121-3 et suivants et R.1121-10 et suivants ;

**VU** le décret du 10 avril 2024 portant nomination de Monsieur Denis ROBIN, Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France, à compter du 29 avril 2024 ;

**VU** l'arrêté n° DS 034/2024 du 29 avril 2024, portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France à Monsieur Arnaud CORVAISIER, Directeur de l'Offre de soins, et à différents collaborateurs ;

**VU** l'arrêté du 12 mai 2009 fixant les conditions mentionnées à l'article R.1121-11 devant figurer dans la demande d'autorisation des lieux de recherches biomédicales prévues à l'article L. 1121-13 du code de la santé publique ;

**VU** la demande du Centre Hospitalier National d'Ophtalmologie des 15-20 concernant le lieu de recherches impliquant la personne humaine intitulé « Centre d'Investigation Clinique Ophtalmologique du Centre Hospitalier National d'Ophtalmologie des 15-20 (CIC OPH/CHNO/Inserm CIC 1423) » sur le site du CHNO des 15-20, sis 28, rue de Charenton 75012 Paris, en vue d'obtenir une autorisation temporaire ;

**CONSIDÉRANT** que cette demande d'autorisation de lieu de recherches impliquant la personne humaine rentre dans le champ de compétence du Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France ;

**CONSIDÉRANT** que le lieu concerné par cette demande dispose des moyens humains, matériels et techniques adaptés à la recherche et compatibles avec les impératifs de sécurité des personnes qui s'y prêtent et que la demande respecte l'ensemble des conditions prévues par l'article R.1121-10 ;

**CONSIDÉRANT** que l'avis rendu le 27 juillet 2026, à l'issue de l'enquête du pharmacien inspecteur de Santé Publique, est favorable ;

## ARRÊTE

**ARTICLE 1er :** L'autorisation temporaire du lieu de recherches impliquant la personne humaine mentionnée à l'article L.1121-13 du code de la santé publique, et aux articles R.1121-13 et R.1121-14 modifiés par le décret n°2016-1537 du 16 novembre 2016 est accordée à :

Entité juridique portant l'activité :
Centre Hospitalier National d'Ophtalmologie des 15-20

pour le lieu de recherches suivant :
Centre d'Investigation Clinique Ophtalmologique du Centre Hospitalier National d'Ophtalmologie des 15-20 (CIC OPH/CHNO/Inserm CIC 1423)

Placé sous la responsabilité de :
Michel PAQUES

Adresse complète :
Centre Hospitalier National d'Ophtalmologie des 15-20
28 rue de Charenton
75012 Paris.

**ARTICLE 2e :** Ce lieu de recherches impliquant la personne humaine est distinct d'un lieu de soins et comprend des locaux situés au 4ème étage de l'Aile A de l'établissement. Ces locaux d'une superficie totale de 400 m² seront consacrés exclusivement aux activités de recherches cliniques. Depuis la précédente autorisation, ces locaux ont été quelque peu modifiés avec le nouveau positionnement du poste de soins et avec une salle de recherche supplémentaire au même étage.

Le lieu de recherches fonctionnera du lundi au vendredi, de 9h00 à 18h00.

Les recherches seront réalisées chez les volontaires sains ou malades, adultes et / ou enfants de 8 à 18 ans, avec le consentement parental pour ces derniers et le cas échéant celui de l'enfant. Ces recherches correspondront à des essais cliniques de phases I, II, III, IV et pourront comprendre des premières administrations à l'homme.

**ARTICLE 3e :** Selon les dispositions de l'article L. 5311-1, modifié par la Loi n°2022-1726 du 30 décembre 2022, les protocoles de recherches envisagés auront pour thèmes :

- Les médicaments, y compris les insecticides, acaricides et antiparasitaires à usage humain, les préparations magistrales, hospitalières et officinales, les substances stupéfiantes, psychotropes ou autres substances vénéneuses, les huiles essentielles et plantes médicinales, les matières premières à usage pharmaceutique ;
- Les dispositifs médicaux et leurs accessoires ;
- Les produits n'ayant pas de destination médicale dont la liste figure à l'annexe XVI (en page 225) du règlement (UE) 2017/745 ;
- Les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro et leurs accessoires ;
- Les organes, tissus, cellules et produits d'origine humaine ou animale, y compris lorsqu'ils sont prélevés à l'occasion d'une intervention chirurgicale ;
- Les produits cellulaires à finalité thérapeutique.

**ARTICLE 4e :** Les recherches impliquant la personne humaine concernées par cette décision ne peuvent être mises en œuvre qu'après avis favorable du comité de protection des personnes mentionné à l'article L. 1123-1 et autorisation de l'autorité compétente mentionnée à l'article L. 1123-12.

**ARTICLE 5e :** Cette décision d'autorisation temporaire est délivrée pour une durée de 6 mois.

Tout renouvellement ou toute modification relative aux éléments énumérés à l'article R.1121-10 du code de la santé publique modifié par le décret n° 2016-1537 devront faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.
La demande de renouvellement ou de modification de l'autorisation sera adressée au Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France, le délai d'instruction étant respectivement de quatre mois ou de deux mois.

**ARTICLE 6e :** Un recours contentieux contre la présente décision peut être formé auprès du Tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Île-de-France pour les tiers.

**ARTICLE 7e :** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France.

Fait à Saint-Denis,

Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Île-de-France

Par délégation,

Agence Régionale de Santé Île-de-France
Direction de l'Offre de Soins
Directeur
Arnaud CORVAISIER

Signé électroniquement par Arnaud CORVAISIER - Directeur de l'Offre de Soins
Le 28/07/2026 à 19:30

# Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France

IDF-2026-10-16-00001

# Décision n°2026-176 du 16 octobre 2026 portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérims de l'unité départementale de Paris de la DRIEETS d'Ile-de-France

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DES SOLIDARITÉS
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale**
**de l'économie, de l'emploi,**
**du travail et des solidarités**
**d'Ile-de-France**

**Décision n°2026-176 du 16 octobre 2026**
**portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérims**
**de l'unité départementale de Paris de la DRIEETS d'Ile-de-France**

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région d'Ile-de-France,

**Vu** le code du travail, notamment ses articles R 8122-1 et suivants,

**Vu** l'arrêté interministériel du 12 août 2025 nommant M. Fabrice MASI directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France,

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2026 portant répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail,

**Vu** la décision n° 2025-021 du 6 février 2025 du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile de France relative à la localisation et à la délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail de l'unité départementale de Paris,

**DÉCIDE**

**Article 1 :** Les inspecteurs et contrôleurs du travail sont chargés des actions d'inspection de la législation du travail dans les entreprises relevant des sections d'inspection du travail composant les unités de contrôle du département de Paris, tel que défini dans le tableau des affectations, d'intérims et de suppléances des sections, référencés dans la colonne A de l'annexe en vigueur.

**Article 2 :** les agents du corps de l'inspection du travail sont chargés de l'intérim des postes soit non pourvus, soit vacants en raison de l'absence de longue durée de leur titulaire, tel que défini dans le tableau des affectations, d'intérims et de suppléances des sections, référencés dans la colonne B de l'annexe en vigueur.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article R.8122-11-1° du code du travail, les pouvoirs de décision administrative relevant de la compétence exclusive d'un inspecteur du travail sont confiés aux inspecteurs du travail mentionné tel que défini dans le tableau des affectations, d'intérims et de suppléances des sections, référencés dans la colonne C de l'annexe en vigueur.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur mentionné à l'annexe en vigueur, le pouvoir de décision est assuré par l'inspecteur chargé d'assurer l'intérim de celui-ci en application de l'article 5.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article R.8122-11-2° du code du travail, le contrôle de tout ou partie des établissements d'au moins cinquante salariés qui ne serait pas assuré par les contrôleurs du travail est confié aux inspecteurs du travail tel que défini dans le tableau des affectations, d'intérims et de suppléances des sections, référencés dans la colonne D et E de l'annexe en vigueur.

**Article 5 :** En cas de vacance de poste, d'absence ou d'empêchement pour une durée inférieure à un mois d'un ou plusieurs agents de contrôle désignés à l'article 1 ci-dessus, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après :

DRIEETS Ile de France
32 rue Jean Jaurès
93200 SAINT-DENIS

**Unité de contrôle des 1er et 2è arrondissements : UC 01-02**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 3è, 4è et 11è arrondissements, du 9èarrondissement, des 10è et 18è arrondissements, du 12è arrondissement, du 17è, des 19è et 20è arrondissements ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 1er et 2è arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail de l'unité de contrôle des 3è, 4è et 11è arrondissements, du 12è arrondissement ou de l'unité de contrôle des 19è et 20è arrondissements, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

**Unité de contrôle des 3è, 4è et 11è arrondissements : UC 03-04-11**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2è arrondissements, du 9è arrondissement, des 10è et 18è arrondissements, du 12è arrondissement, du 17è, des 19è et 20è arrondissements ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 3è, 4è et 11è arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle 1er et 2è arrondissements, du 12è arrondissement ou des 19è et 20è arrondissements, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim du contrôleur du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 3è, 4è et 11è arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle des 1er et 2è arrondissements, du 12è arrondissement ou des 19è et 20è arrondissements.

**Unité de contrôle des 5ès, 6è et 7è arrondissements : UC 05-06-07**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle du 8 è arrondissement, des 13è et 14è arrondissements, du 15è ou 16-è arrondissement.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 5è, 6è et 7è arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 10è et 18è arrondissements, du 17è arrondissement ou des transports, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

**Unité de contrôle du 8è arrondissement : UC 08**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 5è, 6è et 7è arrondissements, des 13è et 14è arrondissements, du 15è ou 16è arrondissement.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 8è arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail de l'unité de contrôle du 9è arrondissement, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim du contrôleur du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 8è arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 9è arrondissement.

**Unité de contrôle du 9è arrondissement : UC 09**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2è arrondissements, des 10è et 18è arrondissements, du 12è arrondissement, du 17è, des 19è et 20è arrondissements ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 9è arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail de l'unité de contrôle du 8è arrondissement, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim du contrôleur du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 9è arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 8è arrondissement.

**Unité de contrôle des 10è et 18è arrondissements : UC 10-18**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2è arrondissements, des 3è, 4è et 11è arrondissements, du 9è arrondissement, du 12è arrondissement, du 17è, des 19è et 20è arrondissements ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 10è et 18è arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle du 9è arrondissement, du 17è arrondissement ou des transports, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

**Unité de contrôle du 12è arrondissement : UC 12**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2è arrondissements, des 3è, 4è et 11è arrondissements, du 9è arrondissement, des 10è et 18è arrondissements, du 17è, des 19è et 20è arrondissements ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 12è arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 1ers et 2è arrondissements, des 3è, 4è et 11è arrondissements, des 10è et 18 è et 17è, 19è et 20è arrondissements, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

**Unité de contrôle des 13è et 14è arrondissements : UC 13-14**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle du 15è, du 16è arrondissement, du 8è arrondissement ou des 5è, 6è et 7è arrondissements, ou par la directrice du secteur sud.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 13è et 14è arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle du 15è arrondissement, ou du 16è arrondissement.

**Unité de contrôle du 15è arrondissement : UC 15**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle, des 13è et 14è arrondissements, du 16è arrondissement, du 8è arrondissement ou des 5è, 6è et 7è arrondissements

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 15è arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 13è et 14è arrondissements, ou du 16è arrondissement, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

**Unité de contrôle du 16è arrondissement : UC 16**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 13è et 14è arrondissements, du 15è arrondissement, du 8è arrondissement ou des 5è, 6è et 7è arrondissements.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 16è arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 13è et 14è arrondissements, ou du 15è arrondissement, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

**Unité de contrôle du 17è arrondissement : UC 17**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2è arrondissements, des 3è, 4è et 11è arrondissements, du 9èarrondissement, des 10è et 18è arrondissements, du 12è ; des 19è et 20è arrondissements ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 17è arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle du 9è arrondissement, des 10è et 18è ; du 12è ; des 19è et 20è arrondissement ou des transports, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

**Unité de contrôle des 19è et 20è arrondissements : UC 19-20**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2è arrondissements, des 3è, 4è et 11è arrondissements, du 9è arrondissement, des 10è et 18è arrondissements, du 12è arrondissement, du 17è arrondissement ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 19è et 20è arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 1er et 2è arrondissements, des 3è, 4è et 11è arrondissements ou du 12è arrondissement, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim du contrôleur du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 19è et 20è arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle des 1er et 2è arrondissements, 3è, 4è et 11è arrondissements ou du 12è arrondissement.

**Unité de contrôle Transport : UC TR**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2è arrondissements, des 3è, 4è et 11è arrondissements, du 9èarrondissement, des 10è et 18è arrondissements, du 12è arrondissement, du 17è arrondissement ou des 19è et 20è arrondissements.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle transport du département ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle du 9è arrondissement, des 10è et 18è arrondissements ou du 17è arrondissement, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

**Article 6** : Conformément aux dispositions de l'article R. 8122-10 du Code du travail, les agents mentionnés à l'article 1 participent lorsque l'action le rend nécessaire aux actions d'inspection de la législation du travail sur le territoire de l'unité départementale de Paris.

**Article 7 :** La présente décision prend effet à la date de sa publication et abroge la décision 2026-149 du 08 septembre 2026 portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérims de l'unité départementale de Paris de la DRIEETS d'Ile-de-France.

**Article 8** : Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France est chargé de l'application de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région d'Île-de-France.

Fait à Saint-Denis, le 16 octobre 2026

Le directeur régional et interdépartemental de
l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités,

**SIGNÉ**

Fabrice MASI

*Annexe :*

**Tableau des affectations des agents de contrôle dans les unités de contrôle des services d'inspection du Travail de l'UD de Paris. Gestion des intérims et de la suppléance. Annexé à la décision.**

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **UC 01-02** | **RUC** | **1-2** | **PEYRON Patrice** | DT | | | | |
| UC 01-02 | 1-1 | 1 | MATHIEU Loic | IT | | | | |
| UC 01-02 | 1-2 | 1 | GIP Fanny | IT | | | | |
| UC 01-02 | 1-3 | 1 | MORISSEAU Noémie | IT | | | | |
| UC 01-02 | 1-4 | 1 | CREANTOR Arsène | DAT | | | | |
| UC 01-02 | 1-5 | 1 | PONSE-KAHOUL Sarah | IT | | | | |
| UC 01-02 | 1-6 | 2 | BLANCHO Marco | IT | | | | |
| UC 01-02 | 1-7 | 2 | intérimaire | IT | SAHEL Samia | | | |
| UC 01-02 | 1-8 | 2 | SAHEL Samia | DAT | | | | |
| UC 01-02 | 1-9 | 2 | JACQUEMIN Fatim (abs) | IT | CADIOU Benjamin | | | |
| UC 01-02 | 1-10 | 2 | Juliette CHANTECAILLE | IT | | | | |
| UC 01-02 | 1-11 | 2 | CADIOU Benjamin | IT | | | | |
| **UC 03-04-11** | **RUC** | **3-4-11** | **CARPENTIER Jérémie** | DAT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-1 | 3 | Marie NICOLAS | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-2 | 3 | CHRISTELLE GLEMET | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-3 | 3 | GRUNHARD Tom | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-4 | 4 | Intérimaire | DAT | RAMBAUD Françoise | | | |
| UC 03-04-11 | 3-5 | 4 | RAMBAUD Françoise | DAT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-6 | 11 | PICHERY Maud | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-7 | 11 | EL HABBAD Farida | CT/IT | | CARPENTIER Jérémie | | |
| UC 03-04-11 | 3-8 | 11 | LE HERICY DURAND Edouard | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-9 | 11 | LAGARDE Stéphane | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-10 | 11 | OSCAR OESTERLE | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-11 | 11 | DUSSEUX Elise | IT | | | | |
| **UC 05-06-07** | **RUC** | **5-6-7** | **TREMEL Pierre** | DAT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-1 | 5 | SOLERANSKI Valérie | IT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-2 | 5 | ALLARD JOLY Maud | IT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-3 | 5 | HUBERT Marie | IT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-4 | 6 | MARVALIN Valérie | DAT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-5 | 6 | MARVALIN Valérie | DAT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-6 | 6 | LABSSI Mornia | IT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-7 | 7 | ZEROUALI Samira | IT | DELOCHE Damien | | | |
| UC 05-06-07 | 5-8 | 7 | DELOCHE Damien | IT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-9 | 7 | MEDJOUDJ-MEZHAR Noura | IT | | | | |
| **UC 08** | **RUC** | **8** | **DINOCCA Gianni** | DAT | | | | |
| UC 8 | 8-1 | 8 | NGAMO NGELEBEYA Mickaël | IT | | | | |
| UC 8 | 8-2 | 8 | BOURJOLLY Nathalie | IT | | | | |
| UC 8 | 8-3 | 8 | ROJBI Ismehen | IT | | | | |
| UC 8 | 8-4 | 8 | PENELA Catarina | IT | | | | |
| UC 8 | 8-5 | 8 | BELOVA Eugénie | IT | | | | |
| UC 8 | 8-6 | 8 | BORGHERO François | IT | | | | |
| UC 8 | 8-7 | 8 | DEMAY Yelena | IT | | | | |
| UC 8 | 8-8 | 8 | TISBA Nadège | IT | | | | |
| UC 8 | 8-9 | 8 | NAUDET Salomé | IT | | | | |
| UC 8 | 8-10 | 8 | SAVEAN Micheline | CT | | PENELA Catarina | | |
| UC 8 | 8-11 | 8 | MONTANARI Matthias | IT | | | | |
| UC 8 | 8-12 | 8 | PETITIER Jacques | IT | | | | |
| UC 8 | 8-13 | 8 | FREDERIC Caroline | IT | | | | |
| UC 8 | 8-14 | 8 | WALTER Anne | IT | | | | |
| UC 8 | 8-15 | 8 | LAVABRE Virginie | IT | | | | |
| UC 8 | 8-16 | 8 | Intérimaire | IT | LAVABRE Virginie | | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **UC 09** | **RUC** | **9** | **QUENEDEY Marion** | DAT | | | | |
| UC 09 | 9-1 | 9 | VIDAL Roselyne | IT | | | | |
| UC 09 | 9-2 | 9 | JAKUBOWSKI Pierre | CT / IT | | DEROO BLANQUART Laetitia | DEROO BLANQUART Laetitia | DEROO BLANQUART Laetitia |
| UC 09 | 9-3 | 9 | PEREIRA Céline | IT | | | | |
| UC 09 | 9-4 | 9 | HERER Cécile | IT | | | | |
| UC 09 | 9-5 | 9 | HUMBERT James | IT | | | | |
| UC 09 | 9-6 | 9 | GEAGEA Hanane | IT | | | | |
| UC 09 | 9-7 | 9 | MORIO Caroline | IT | | | | |
| UC 09 | 9-8 | 9 | AINSEBA Djamila | IT | | | | |
| UC 09 | 9-9 | 9 | DEROO BLANQUART Laetitia | DAT | | | | |
| UC 09 | 9-10 | 9 | intérimaire | IT | QUENEDEY Marion | | | |
| UC 09 | 9-11 | 9 | DELADREC Aurore | IT | | | | |
| **UC 10-18** | **RUC** | **10-18** | **MIRZEIN Soizic** | DAT | | | | |
| UC 10-18 | 10-1 | 10 | MANIER Christelle | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-2 | 10 | MALLEVRE Philippe | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-3 | 10 | GOY Sébastien | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-4 | 10 | OU-RABAH Samuel | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-5 | 10 | WATERNAUX Marion | DAT | | | | |
| UC 10-18 | 10-6 | 10 | KAPUSCINSKI Chloé | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-7 | 10 | GOUT Philippe | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-8 | 10 | SONDEY Charlotte | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-9 | 18 | BOUR Abdehadi | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-10 | 18 | intérimaire | IT | MIRZEIN Soizic | | | |
| UC 10-18 | 10-11 | 18 | YILDRIM Ilker | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-12 | 18 | RULLE Betty | IT | | | | |
| **UC 12** | **RUC** | **12** | **BRESSON Eloïse** | DAT | | | | |
| UC 12 | 12-1 | 12 | RAMBAUD Louis | IT | | | | |
| UC 12 | 12-2 | 12 | ANDRIEU David | IT | | | | |
| UC 12 | 12-3 | 12 | CANGOU-MINOS Eliane | IT | | | | |
| UC 12 | 12-4 | 12 | THOMASSET Cécile | IT | | | | |
| UC 12 | 12-5 | 12 | JEAN-LOUIS Manuel | IT | EL AIDAOUI Ilhem | | | |
| UC 12 | 12-6 | 12 | GARCIA Jean-Michel | IT | | | | |
| UC 12 | 12-7 | 12 | EL-AIDAOUI Ilhem | IT | | | | |
| UC 12 | 12-8 | 12 | BRESSON Eloïse | DAT | | | | |
| **UC 13-14** | **RUC** | **13-14** | **LUGUET Emmanuel** | **DAT** | | | | |
| UC 13-14 | 13-1 | 13 | Intérimaire | IT | LUGUET Emmanuel | | | |
| UC 13-14 | 13-2 | 13 | ABDELGHANI Mourad | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-3 | 13 | MARTEL Thierry | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-4 | 13 | DOS SANTOS OLIVEIRA Carlos | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-5 | 13 | MOUALHI Nisar | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-6 | 13 | CHEVREAU Barbara | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-7 | 14 | LANG Samira | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-8 | 14 | SOK Angkeavattey | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-9 | 14 | FULCHIGNONI Aurelia | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-10 | 14 | MALBOIS Estelle | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-11 | 14 | LOPES-PEREIRA Julia | IT | | | | |
| **UC 15** | **RUC** | **15** | **TRAN-VAN-TI Maximilien** | DAT | | | | |
| UC 15 | 15-1 | 15 | MUNIER Delphine | IT | | | | |
| UC 15 | 15-2 | 15 | DUPONT Vanessa | IT | TRAN-VAN-TI Maximilien | | | |
| UC 15 | 15-3 | 15 | BOLORE Benoit | IT | | | | |
| UC 15 | 15-4 | 15 | NOUCK Alice | IT | | | | |
| UC 15 | 15-5 | 15 | Intérimaire | IT | MAILLET Christèle | | | |
| UC 15 | 15-6 | 15 | JULIEN Jean-Christophe | IT | | | | |
| UC 15 | 15-7 | 15 | ZERGOUG Same | IT | | | | |
| UC 15 | 15-8 | 15 | Marc Le NAOUR | IT | | | | |
| UC 15 | 15-9 | 15 | MAILLET Christèle | IT | | | | |
| **UC 16** | **RUC** | **16** | **BERTRAND Michel** | DAT | | | | |
| UC 16 | 16-1 | 16 | MAROTAUX Nathalie | IT | | | | |
| UC 16 | 16-2 | 16 | HAUVILLE Anthony | IT | | | | |
| UC 16 | 16-3 | 16 | DURAND Flora | IT | | | | |
| UC 16 | 16-4 | 16 | Intérimaire | IT | Pierre TREMEL | | | |
| UC 16 | 16-5 | 16 | LAVA Nathalie | IT | | | | |
| UC 16 | 16-6 | 16 | BLANCHET Barbara | IT | | | | |
| UC 16 | 16-7 | 16 | RAUBER Olivier | IT | | | | |
| UC 16 | 16-8 | 16 | CAZEAUD Julie | IT | | | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **UC 17** | **RUC** | **17** | **HAMPARTZOUMIAN Stéphane** | DAT | | | | |
| UC 17 | 17-1 | 17 | FABRONI Nicole | IT | | | | |
| UC 17 | 17-2 | 17 | CLAIRFAYT Marine | IT | | | | |
| UC 17 | 17-3 | 17 | NIELZ Emilie | IT | | | | |
| UC 17 | 17-4 | 17 | WESQUY Hugo | IT | | | | |
| UC 17 | 17-5 | 17 | CHARCOSSET Aude | IT | | | | |
| UC 17 | 17-6 | 17 | MOUHEB Claire | IT | | | | |
| UC 17 | 17-7 | 17 | LESAINT Andréa | IT | | | | |
| **UC 19-20+B129:J138** | **RUC** | **19-20** | **AYMEN DE LAGEARD Lucile** | DAT | | | | |
| UC 19-20 | 19-1 | 19 | COHADE Marie | IT | BRIAND Eric | | | |
| UC 19-20 | 19-2 | 19 | intérimaire | IT | CHEURFA Lounès | | | |
| UC 19-20 | 19-3 | 19 | BRIAND Eric | IT | | | | |
| UC 19-20 | 19-4 | 19 | ROLLAND Paul-Eloi | IT | | | | |
| UC 19-20 | 19-5 | 19 | REYNAUD Valentine | IT | | | | |
| UC 19-20 | 19-6 | 20 | ARNUEL Hervé | CT/IT | | AYMEN DE LAGEARD Lucile | AYMEN DE LAGEARD Lucile | AYMEN DE LAGEARD Lucile |
| UC 19-20 | 19-7 | 20 | COUPE Claire | IT | | | | |
| UC 19-20 | 19-8 | 20 | CHEURFA Lounès | IT | | | | |
| UC 19-20 | 19-9 | 20 | PEZ Marine | IT | | | | |
| UC TR | RUC | | **LOISET Stéphane** | DAT | | | | |
| UC TR | TR-1 | | HUNET-CICLAIRE Sarah | IT | | | | |
| UC TR | TR-2 | | BEAUD Arthur | IT | | | | |
| UC TR | TR-3 | | AMOROSI Léa | IT | | | | |
| UC TR | TR-4 | | BRIANTAIS Emeline | IT | | | | |
| UC TR | TR-5 | | BURDIN Yann | IT | | | | |
| UC TR | TR-6 | | NIKOLOV Vesna | IT | | | | |
| *Grade = CT: Controleur du Travail - IT: Inspec* | | | IT = Inspecteur du travail; DAT= directeur adjoint du travail | | éts: établissements | | | |
| *Pour les controleurs du travail, si aucun nom d'IT n'est renseigné dans les colonnes >50 ou >300, alors le CT réalise le contrôle de tous les établissements* | | | | | | | | |